« Routes nationales de France » : vers la privatisation du réseau routier ?

Article paru dans *l'Anticapitaliste*

Depuis la loi de décentralisation de 2004 qui transférait la gestion de routes nationales aux départements, et la privatisation des autoroutes en 2005, il ne reste aujourd'hui plus que 12 000 km de routes sous la compétence de l'État. Les infrastructures se dégradent, et on estime aujourd'hui qu'il faudrait investir 4 milliards d'euros en dix ans pour les rénover.

C'est dans ce contexte que le gouvernement réfléchit à la constitution d'un Établissement public industriel et commercial (comme la SNCF…) « Routes nationales de France » qu'il inscrirait dans sa loi d'orientation sur les « mobilités ». L'EPIC regrouperait aussi bien les directions interdépartementales des routes, les services maîtrise d'ouvrage des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)… que les sociétés concessionnaires d'autoroutes comme Vinci.

Casse des statuts et externalisation au programme

En lien avec CAP 2022, il permettrait de sortir 9 000 agents du budget de l'État. Il ne serait plus financé par l'impôt mais par des redevances payées par les automobilistes. Ce serait la masse salariale qui servirait de variable d'ajustement, l'EPIC devant générer 50 % de son budget de fonctionnement sur ses fonds propres. Les recrutements se feraient hors statut et des missions pourraient être externalisées.

Il apparaît clairement que ce gouvernement a pour ambition de privatiser à terme ce qu'il reste du réseau routier national. 79,1 % de la population se déplace en voiture, parcourant en moyenne 13 000 km par an et par automobiliste. Avec la fermeture des lignes locales de train et le recul plus général des services publics dans les territoires, les populations n'auront pas d'autre choix que prendre davantage encore le volant, ce qui permettra aux grands groupes privés de se constituer des rentes comme pour les autoroutes.

Aberration écologique

La question écologique se pose également. En effet, le transport routier est le mode de

transport le plus polluant, sans parler de l'imperméabilisation des sols et de la destruction des écosystèmes dues aux infrastructures. Il faut d'ailleurs noter qu'avec ce projet, les automobilistes paieraient au total plus que les poids lourds, alors que ces derniers polluent plus et dégradent davantage les routes.

Là encore, on peut voir l'hypocrisie d'un gouvernement qui se réclame de l'écologie, du développement durable et qui sacrifie le bien commun aux intérêts des entreprises.

Le NPA refuse cette logique et se bat pour la construction d'un grand service public des transports. Un service public qui permet le désenclavement des territoires, assure la complémentarité entre les différents moyens de transport, l'intermodalité et l'entretien des infrastructures. Cela ne peut passer que par l'expropriation des grands groupes capitalistes, et notamment ici des sociétés concessionnaires d'autoroutes, du BTP, du transport…

Correspondant, le 2 juillet 2018